

TIZI-OUZOU

Mis à la porte, les agents de sécurité ferment le siège de la wilaya

Ils sont plus de 200 agents de sécurité exerçant depuis plusieurs mois, un an, 8 à 6 mois, certains autres recrutés au début du mois de mars, sûrement en prévision de la campagne électorale, virés par le DRAL au moment où, selon eux, ce dernier continue de recruter par piston.

Ils réagissent à ce renvoi inattendu en interdisant l'accès devant l'entrée publique et celle réservée aux véhicules, et ce, en attendant le dénouement souhaité rapide faute de quoi l'action se poursuivra de manière illimitée sans préjuger des dérapages brandis par certains d'entre eux approuvés à l'unanimité des présents.

Cette menace brandie en perspective a été prise rapidement au sérieux par les autorités qui, au bout de 2 h de fermeture des 2 accès et de 2 tentatives infructueuses, effectuées par les protestataires, en vue d'un dénouement à l'amiable, ont fait intervenir un contingent de CRS et des éléments de la BMPJ munis de matériel léger antiémeutes pour disperser les mécontents et ouvrir l'accès au siège de la wilaya. Des interpellations, 5 ou



Photo : DR

6 d'après des témoignages recueillis sur place, auraient été effectuées parmi les plus virulents d'entre eux. Contrairement à ce que l'on a pu entendre ça et là, les mis à la porte ne relèvent pas d'une société privée de gardiennage ni d'un recrutement spécial pour la campagne électorale même s'ils y ont pris une part très active, mobilisés H24, notamment au cours de la tournée électorale de Bouteflika selon ce que l'on peut

comprendre de leurs doléances. «Les intéressés n'auraient aucun dossier justifiant leur recrutement», aurait expliqué, le Dral, motif ridicule sachant que les intéressés ont travaillé entre 2 et 12 mois, difficile à croire aussi sachant que, d'après les protestataires, le recrutement a été effectué par le même service contre des PV d'installation.

Certains d'entre eux sont même en possession d'une attestation de travail dûment

établie. Ils ne seraient même pas payés à en croire ceux entendus sur place dans le cadre de plusieurs groupes rassemblés devant la wilaya.

Seraient-ils victimes d'une arnaque d'un des responsables de la Dral ou d'un règlement de comptes entre ces derniers ? On laisse entendre que l'auteur de leur recrutement aurait été mis à l'écart ou carrément suspendu de ses fonctions.

B. T.

1^{re} SESSION 2009 DE L'APW À SKIKDA

Presse et promoteurs immobiliers dans le collimateur

«La problématique du logement social participatif dans la wilaya de Skikda aurait pour cause le comportement peu orthodoxe de quelques promoteurs.»

Ce sont là les propos tenus par le secrétaire général de la wilaya, lors de la 1^{re} session ordinaire de l'APW, tenue les dimanche et lundi et réservée au dossier de la pêche et aux rapports liés au transport et au bilan des activités de la wilaya au titre de l'exercice 2008. «Les pratiques de quelques promoteurs n'honorent ni la wilaya ni leur

corporation», déclare le représentant du wali. Des propos vagues qui n'éclairent pas les lanternes de l'assistance. Ils ont été précédés par l'allocution d'ouverture dans laquelle on a tiré à boulets rouges sur les journalistes. «Le bilan de nos réalisations est positif. Il dément en tout cas l'avis de quelques journalistes, les plumes destructrices et les mercenaires de la profession», conclut-il. Comme quoi, promoteurs et journalistes seraient les deux contraintes au développement ! 888 logements à Oued El-Ouahch, en voie de réception, 520 et 90 logements, à Oued El-

Ouahche toujours, en cours de lancement par l'agence foncière et 2000 autres unités, nouveau programme, à répartir à travers le territoire de la wilaya. Ce sont les importantes acquisitions dans la formule. Le secrétaire général de la wilaya n'explique pas, par contre, pourquoi les 500 logements sociaux, implantés dans la cité Aïssa-Boukerma, programme 2007, n'ont pas été encore lancés à ce jour. Généralement, l'intervenant mettra en exergue les entraves rencontrées sur le terrain, dont celles liées au foncier. La communication s'arrêtera là !

Zaïd Zoheïr

ORAN

Le Salon du bien-être

C'est en collaboration avec la section de l'UGCAA et la société Certes Mag Loog que va se tenir à Oran du 29 avril au 3 mai le Salon du bien-être oranais dédié à «la senteur, soins et remise en forme».

Les initiateurs de cette manifestation, qui s'est déjà déroulée à l'Est, à Sétif, veulent faire de ce rendez-vous une rencontre de professionnels. Ainsi, des coiffeurs et des esthéticiennes de renommée internationale et d'autres d'Algérie seront présents pour présenter

les nouvelles tendances et techniques de maquillage, notamment une mode du «maquillage pour hidjab».

Des marques connues de maquillage et autres produits de beauté participeront à la manifestation avec une opération destinée à mettre en

garde contre le phénomène de la contrefaçon dans les produits et crèmes de beauté qui provoquent des maladies grave telles que des irritations ou encore des lésions cutanées. Parmi les exposants des représentants exclusifs en Algérie de certaines marques, mais également des producteurs locaux.

En marge de ce salon se tiendra l'élection de Miss Oran. Un casting pour tout l'ouest du

pays va avoir lieu très prochainement et permettra de sélectionner 10 jeunes filles qui concourront pour le titre de miss.

A noter que les exposants proposeront aussi des gammes de produits dédiés aux hommes qui de plus en plus cherchent aussi à entretenir leur teint. C'est la médiathèque d'Oran, au niveau de l'ancienne cathédrale, qui a été retenue pour cette manifestation.

Fayçal M.

DEUXIÈME SESSION CRIMINELLE DE LA COUR DE CONSTANTINE 13 affaires de viol inscrites au rôle

Soixante-dix affaires sont inscrites au rôle de la prochaine session criminelle à Constantine qui s'ouvre le 2 mai.

D'emblée, le nombre important des affaires de viol enrôlées pour cette deuxième session attire l'attention. Pas moins de treize affaires sont enregistrées impliquant, ainsi, des personnes dans des attentats à la pudeur dans des circonstances diverses dont l'enlèvement et la menace à l'arme.

Dans le même chapitre des crimes contre l'intégrité physique des personnes, les magistrats près du tribunal criminel de ladite juridiction auront à statuer sur sept homicides volontaires, une tentative d'homicide et six autres affaires relatives à des agressions.

La criminalité organisée a également son lot de procès avec treize affaires liées au terrorisme. Des affaires impliquant pour la plupart des réseaux de soutien au terrorisme, en plus de cinq associations de malfaiteurs spécialisées surtout dans le vol par effraction et le vol sous la menace d'armes blanches.

Par ailleurs, les affaires de faux et usage de faux, qui sont au nombre de douze, viennent en tête des procès traitant des crimes économiques dans cette session.

L. H.

SIDI-BEL-ABBÈS Saisie de 733 kg de viande impropre à la consommation

Les éléments de la Sûreté de Sidi-Bel-Abbès ont dernièrement intercepté dans le quartier Adou-Fatiha, dans le chef-lieu, un camion transportant 733 kg de viande congelée, entre viande rouge et blanche.

La marchandise, qui a été saisie, a été acheminée vers le bureau communal d'hygiène de Sidi-Bel-Abbès où il s'est avéré qu'elle avait dépassé la date limite de consommation et, qu'en plus, elle présentait des conditions d'emballage et de conditionnement contraires aux normes de sécurité alimentaire.

La police est allée encore plus loin dans ses investigations avec la perquisition du domicile du propriétaire du camion, où elle a prélevé des échantillons de la viande congelée stockée dans une chambre froide en vue de procéder à leur analyse. En attendant les résultats du laboratoire régional de Tlemcen, le propriétaire de la marchandise a été relâché.

A. M.